



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Afrique du Sud

Question écrite n° 13223

Texte de la question

M Philippe Marchand appelle l'attention de M le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, sur les graves atteintes aux droits de l'homme qui se perpétuent en Afrique du Sud. Il lui demande quelles mesures ont été prises et quelles mesures le Gouvernement entend prendre afin d'agir avec le plus de fermeté et d'efficacité possible auprès du Gouvernement sud-africain, afin qu'il soit mis fin à l'état d'urgence imposé depuis 1985, levé trois mois puis imposé de nouveau depuis le 16 juin 1986. Cette mesure entraîne en effet des arrestations arbitraires, des détentions sans procédure, des mauvais traitements et des tortures dont sont victimes adultes et enfants sud-africains.

Texte de la réponse

Reponse. - Le ministre d'Etat souhaite rappeler à l'honorable parlementaire que le Gouvernement n'a cessé d'œuvrer en vue du démantèlement du système intolérable de l'apartheid, en dénonçant les violations des Droits de l'homme qu'un tel système provoque et en les condamnant : qu'il s'agisse de la détention sans jugement, au nom d'une conception inadmissible de la sécurité, de personnes suspectées de s'opposer à l'apartheid ; qu'il s'agisse de mauvais traitements infligés même à des enfants incarcérés pour avoir simplement revendiqué le droit de vivre dans des conditions décentes ; qu'il s'agisse enfin d'assassinats dont les auteurs ne courent guère de risques. La France a, en particulier, demandé qu'une démarche soit effectuée par les Douze, pour obtenir que l'état d'urgence imposé depuis 1985 soit aboli. Cette démarche a été faite le 20 avril. Il convient également de rappeler les interventions de la France, et avec elle des Douze, pour l'abolition de la peine de mort. Le ministre d'Etat souhaite assurer l'honorable parlementaire que le Gouvernement français ne relâchera pas ses efforts, à titre bilatéral, ou de concert avec ses partenaires, pour que les autorités mettent enfin en place les conditions propres à favoriser le dialogue entre toutes les composantes de la société sud-africaine. La libération de tous les prisonniers politiques et la levée de l'état d'urgence constituent, à ses yeux, des préalables indispensables à l'instauration de réelles négociations entre les autorités de Pretoria et les représentants véritables des diverses communautés de ce pays.

Données clés

Auteur : [M. Marchand Philippe](#)

Circonscription : - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 13223

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 mai 1989, page 2290